FR EN

Nous utilisons des cookies pour sécuriser votre connexion, faciliter votre navigation et réaliser des statistiques de visites. Pour obtenir plus d'information sur les cookies et comment vous y opposer, [visitez notre page de politique de cookies](#).

Gérer mes cookies

REQUIS
SEULEMENT

ACCEPTER TOUT

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

LE CONSOMMATEUR

Le profil du consommateur

En Corée du Sud, la population vieillit très rapidement, l'âge médian est de 44,8 ans. Alors que seulement 14,8% de la population a moins de 18 ans, 67,8% a entre 18 et 64 ans et 17,5% a plus de 65 ans (Data Reportal, 2022). La population croît à un taux de 0,1%, selon les dernières données de la Banque mondiale. Les ménages sont composés en moyenne de 2.4 personnes en 2021 (Kostat). 27 % des ménages vivent seuls, 48 % des ménages sont composés de 2 ou 3 personnes, 24 % des ménages de 4 ou 5 personnes et seulement 1,5 % des ménages comptent plus de 6 membres (ONU, dernières données disponibles). Le ratio de genre est de 1 homme pour 1 femme. 81,5% de la population vit en zone urbaine (Data Reportal, 2022). La population est concentrée dans les basses terres non montagneuse : les provinces de Gyeonggi autour de Séoul est la province la plus peuplée tandis que la province de Gangwon est la moins dense. Les villes principales sont Séoul, Busan, Incheon, Daegu, Daejon, Gwangju. Le niveau d'éducation est très élevé. En Corée, 89% des adultes âgés de 25 à 64 ans ont complété une éducation secondaire, ce qui est supérieur à la moyenne de 79% de l'OCDE (OCDE, 2020). En outre, la population des 25-34 ans ayant un niveau d'éducation supérieur est de près de 70% en 2020, ce qui est bien supérieur à la moyenne de l'OCDE (45%). Les professions les plus occupées par la population active sont les professions liées à l'administration et à la comptabilité, puis les vendeurs, puis les personnels de cuisine et de restauration. Viennent ensuite les administrateurs et employés de bureaux, puis les agriculteurs.

Le pouvoir d'achat

Le PIB par habitant en PPA est de 45.225,8 \$ en 2020 (Banque mondiale). En Corée, le revenu moyen net disponible ajusté des ménages des ménages par habitant est de 24.590 USD par an, ce qui est inférieur à la moyenne de l'OCDE qui est de 30.490 USD par an (OCDE, 2020). Il existe un écart important entre les plus riches et les plus pauvres : 20% de la population gagne plus de cinq fois plus que les 20% les plus pauvres. En outre, le salaire moyen à Séoul est l'un des plus élevés d'Asie, avec actuellement 2,9 millions de KRW, soit environ 2.275 USD (Statista). En termes d'emploi, 66% des personnes âgées de 15 à 64 ans en Corée ont un emploi rémunéré, ce qui est égal à la moyenne de l'OCDE. L'indice de Gini sur les inégalités de revenu est estimé à 0,34 et est stable, mais les inégalités hommes femmes sont parmi les plus fortes des pays de l'OCDE. Quelque 75% des hommes ont un emploi rémunéré, contre 57% des femmes. L'écart de rémunération entre les hommes et les femmes en Corée est le plus élevé des pays de l'OCDE, avec 31,5% en 2020, ce qui contribue à rendre la vie professionnelle des femmes coréennes peu intéressante.

Le comportement de consommation

La Corée du Sud est une société de consommation. Les achats ne servent plus seulement à répondre aux besoins primaires, mais aussi parfois à améliorer son image et montrer son succès. Le ralentissement économique et le haut niveau de dette a poussé certains Coréens à faire attention à leurs dépenses, même si les produits de luxe sont toujours tendance. Les produits attirant le plus de consommateurs sont de marques à succès et détails visibles. La consommation peut ainsi servir à se démontrer. En général, les achats sont réalisés dans les grands magasins, les centres commerciaux, mais aussi dans des nouveaux types de magasins

(exemple : distributeur de nourriture).

Les consommateurs coréens ne sont pas fidèles aux marques, ils ont tendance à être technophiles et à se préoccuper des marques. Les Coréens sont très connectés. En fait, plus de 98% des ménages sud-coréens accèdent quotidiennement au web et plus de 85% de la population coréenne possède un smartphone (Data Reportal, 2022). Les achats en ligne sont très démocratisés. Environ 90% de la population du pays utilise les plateformes de commerce électronique, et ce chiffre devrait passer à 94,4% en 2023. L'utilisation d'internet permet aussi de chercher des informations sur un produit avant d'aller le chercher en magasin. Les réseaux sociaux servent à explorer, revoir des produits et acheter. Les influenceurs et testeurs de produits connus vont largement inciter les consommateurs dans leur prise de décision. Les consommateurs sont de moins en moins attirés par les produits nationaux, tandis que les achats de produits étrangers se développent.

Les Sud-Coréens tendent à modifier leur comportement de consommation. Tout d'abord, de plus en plus de Coréens cherchent à trouver du temps libre pour le loisir. La consommation respectueuse de l'environnement n'est pas encore totalement répandue, même si elle se développe. Un nouveau groupe de consommateurs est apparu, insistant sur les "labels verts" et recherchant des alternatives écologiques, ou biologiques et naturelles. Les préoccupations pour l'environnement sont un peu plus fortes chez les jeunes. Il y a un marché de l'occasion en Corée du Sud qui se développe, notamment avec les marchés aux puces et les échanges sur internet. L'économie collaborative est présente et en progression en Corée du Sud.

Le recours au crédit à la consommation

La Corée du Sud est très moderne en ce qui concerne les moyens de paiement. Alors que seulement 20% des transactions sont réalisées en liquide, les cartes de débit et de crédits, et les cartes T-Money sont très répandues. La banque centrale de la Corée du Sud a pour objectif de ne plus avoir recours aux liquidités d'ici 2020. En raison de mesures favorisant les crédits, le niveau d'endettement des ménages a explosé. Mi-2018, la dette des ménages sur leur revenu disponible a atteint 161.1% et l'encours s'établit à 1 993 billions de won. En moyenne, une personne possède 80 millions de won de dettes, et 37% de la population avait des dettes en juin 2018. Les crédits à la consommation et les achats par cartes de crédits étant très courants, servent à financer les véhicules mais aussi plus globalement la consommation générale. La banque centrale du pays alerte les consommateurs sur le niveau de la dette privée mais aussi sur le fait que les défauts augmentent. L'expansion, si elle continue, pourrait donc être freinée par les autorités.

Les secteurs de consommation porteurs

Voitures, ordinateurs, smartphone et logiciels, médicaments, parapharmacie et équipements médicaux, transports, nourriture, restaurants et hôtels, services d'éducation, décoration d'intérieur, mode et produits de luxe, services pour personnes âgées.

Les associations de consommateurs

[Agence Coréenne du Consommateur](#)

IMPORTATION ET DISTRIBUTION

Les procédures d'importation

Le service douanier coréen (KCS) est le service douanier officiel de la Corée du Sud, qui travaille sous l'égide du ministère de la stratégie et des finances. Les importateurs peuvent faire une déclaration d'importation en ligne en utilisant le système d'échange de données informatisées (EDI) du service douanier coréen pour un dédouanement sans papier. Le KCS opère un système de dédouanement sur Internet, UNI-PASS (en anglais), depuis octobre 2005. La procédure d'importation est indiquée sur le [site web des douanes coréennes](#) (Korea Customs Service).

Pour les entreprises exportant vers la République de Corée, les documents d'expédition suivants sont nécessaires pour dédouaner les produits/services :

- Formulaire de déclaration d'importation
- Une facture commerciale : une facture originale et deux copies doivent être présentées avec les documents d'expédition et doivent inclure la valeur totale, la valeur unitaire, la quantité, les marques, la description du produit et l'information du destinataire/destinataire.
- Un certificat d'origine : un certificat d'origine, en double, était requis pour certains produits. Les exportateurs sont encouragés à discuter des exigences relatives aux documents d'expédition avec leur importateur respectif.
- Liste de colisage
- Lettre de transport
- Un certificat d'inspection
- Assurance maritime

À noter qu'il existe un accord de libre-échange avec l'Union européenne, en vigueur depuis 2015 (après quatre ans d'application provisoire).

Les procédures spécifiques à l'importation

Le gouvernement coréen a établi des obligations et des procédures pour l'importation de certains produits, y compris l'enregistrement, les normes et les tests de sécurité et d'efficacité afin de garantir la protection de la santé publique et de l'hygiène, la sécurité nationale, la sûreté et l'environnement. En général, les produits liés à la santé ou à la sécurité, tels que les produits pharmaceutiques et les médicaments, doivent faire l'objet de tests supplémentaires ou être certifiés par les organismes compétents avant d'être dédouanés. Les exportateurs de dispositifs médicaux et de produits pharmaceutiques doivent faire enregistrer leurs produits auprès du ministère de la sécurité alimentaire et pharmaceutique (MFDS). Les importations de produits agricoles doivent généralement être dédouanées par plusieurs organismes : le service des douanes coréen (KCS), le MFDS, l'office national de quarantaine et l'agence de quarantaine animale et végétale.

Les réseaux de distribution

Les ventes au détail en Corée du Sud ont augmenté de 11,3% en 2021 par rapport à 2020, en raison de la forte augmentation des ventes en ligne suite à la pandémie de coronavirus. Selon le ministère du commerce, de l'industrie et de l'énergie, les ventes combinées de 25 grands détaillants en ligne et hors ligne ont atteint 12,19 billions de won coréens en février 2022. Les réseaux traditionnels de distribution au détail, composés de petits magasins familiaux, d'étalages sur les marchés et de vendeurs de rue, sont remplacés par de grands magasins discount. Pendant la pandémie de Covid-19, les magasins hors ligne ont continué à perdre du terrain. Les magasins de proximité ont été les seuls gagnants, tandis que les ventes des grands magasins et des supermarchés ont chuté. En 2021, alors que l'économie commençait à se remettre de la pandémie, les ventes des grands magasins ont rebondi de 24,1% et les ventes des magasins de proximité ont grimpé de 6,8%. Les ventes des supermarchés ont chuté de 2,3% en raison d'une réduction du nombre de magasins, ainsi que de la tendance des consommateurs à éviter les lieux publics (Ministère du commerce coréen).

Alors que les consommateurs se tournent vers l'internet pour acheter des produits par commodité, ils montrent également une tendance similaire dans le commerce de détail en fréquentant les magasins de proximité. En Corée du Sud, la densité élevée des petites épiceries laisse à penser qu'elles sont accessibles et préférées des clients pressés. De plus, les épiceries ont mis en place des politiques plus agressives en termes de services créatifs et d'offre de produits, afin d'attirer plus souvent les consommateurs aux points de vente.

Les consommateurs se tournent également vers Internet pour leurs achats, la vente au détail en ligne devenant l'un des canaux de vente au détail les plus solides en Corée du Sud. Les épiceries ont adopté des nouvelles stratégies omnicanal qui s'adressent aux acheteurs en ligne. À titre d'exemple, le click and collect, par lequel les

consommateurs peuvent collecter les articles commandés en ligne via les stations de collecte situées dans les points de vente.

L'expansion rapide des grandes entreprises au fil des ans a accentué la pression concurrentielle dans le secteur du commerce de détail en Corée du Sud. Par conséquent, les principaux acteurs ont activement recherché des opportunités de fusions et acquisitions afin de mieux contrôler le marché. Les entreprises de distribution en Corée du Sud sont aujourd'hui devenues des « conglomérats » de distribution qui opèrent leur activité dans plusieurs segments de l'industrie de la distribution.

Les acteurs de la distribution

Selon le service agricole étranger de l'USDA, les ventes au détail de produits alimentaires en Corée se sont élevées à 103 milliards de dollars en 2020 (dernières données disponibles), soit 29% du total des ventes au détail. Les supermarchés sont le premier canal de vente au détail de produits alimentaires, suivis par les hypermarchés à prix réduits, les magasins de proximité, les détaillants en ligne et les grands magasins. Le marché coréen est concentré.

En 2020, les supermarchés étaient le principal canal de vente au détail de produits alimentaires, avec 39,3 billions de won de ventes de produits alimentaires, suivis par les hypermarchés (17,2 billions de won) et les magasins de proximité (13,6 billions de won).

Hanaro Mart, Lotte Super, GS Supermarket sont parmi les premiers supermarchés si l'on considère le nombre de magasins. Les principaux hypermarchés sont EMART, Home Plus, Lotte Mart et COSTCO. Enfin, CU, GS25 et Seven Eleven sont les plus grands magasins de proximité.

Les organismes de la vente au détail

Ministère Coréen du commerce, de l'industrie et de l'énergie

GÉRER UNE ENTREPRISE

Types d'entreprise

Yuhan Hoesa : société à responsabilité limitée privée

Nombre de partenaires et d'associés : 1 partenaire minimum et 50 max

Capital minimum et/ou maximum : Pas de capital minimum.

Responsabilité des associés : Responsabilité limitée au montant apporté au capital.

Jusik Hoesa : société à responsabilité limitée publique

Nombre de partenaires et d'associés : 1 partenaire minimum ou plus.

Capital minimum et/ou maximum : Pas de capital minimum.

Responsabilité des associés : Responsabilité limitée au montant apporté au capital.

Hapja Hoesa : partenariat limité

Nombre de partenaires et d'associés : 2 partenaires minimum ou plus.

Capital minimum et/ou maximum : Pas de capital minimum.

Responsabilité des associés : La responsabilité des partenaires actifs est illimitée. La responsabilité des partenaires passifs est limitée au montant apporté au capital lorsqu'ils ne participent pas à la gestion de la société.

Hapmyung Hoesa : partenariat général

Nombre de partenaires et d'associés : 2 partenaires minimum ou plus.

Capital minimum et/ou maximum : Pas de capital minimum.

Responsabilité des associés : La responsabilité est illimitée.

Yuhan Chegim Hoesa : société à responsabilité limitée

Nombre de partenaires et d'associés : 1 partenaire minimum ou plus.

Capital minimum et/ou maximum : Pas de capital minimum.

Responsabilité des associés : Responsabilité de chaque sociétaire limitée au montant du capital apporté

Société à responsabilité limitée

Créer une entreprise	Corée du sud	OECD
Procédures (nombre)	3,0	5,2
Temps (jours)	8,0	9,5

Source : *Doing Business - Dernières données disponibles.*

Le coût du travail

Le salaire minimum

Depuis janvier 2022, le salaire minimum légal est de 9.160 KRW (environ 7 USD) par heure (Minimum Wage Commission).

Le salaire moyen

Le salaire moyen en Corée du Sud en 2020 est d'environ 41.960 \$ par an, soit 3.500 \$/mois (OCDE).

Les cotisations sociales

Les contributions sociales payées par l'employeur: • Retraite nationale : 4,5 % (la contribution à la pension nationale est plafonnée à un salaire mensuel de 5.240.000 KRW)

- Assurance-santé : 3,924% (actuellement plafonné à une contribution mensuelle de 8.203.680 KRW au total)
- Assurance-chômage : de 1,05% à 1,65% (1.15% à 1.75% à partir de juillet 2022), selon le nombre de salariés et le type d'industrie.
- Accidents du travail : de 0,73% à 18,63% selon le secteur d'activité

Les contributions sociales payées par l'employé: • Retraite nationale : 4,5 % (la contribution à la pension nationale est plafonnée à un salaire mensuel de 5.240.000 KRW)

- Assurance-santé : 3,924% (actuellement plafonné à une contribution mensuelle de 8.203.680 KRW au total)
- Assurance-chômage : 0,80%

La propriété intellectuelle

Les organismes nationaux compétents

Institut coréen des informations sur les brevets (KIPRIS)

Institut international de formation à la propriété intellectuelle (IIPTI)

Commission coréenne des droits d'auteur

Les organismes régionaux compétents

Groupe d'experts sur les droits de propriété intellectuelle (IPEG) (en anglais)

Les accords internationaux

Membre de l'OMPI (Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle)

Signataire de la Convention de Paris sur la protection de la propriété intellectuelle

Signataire des ADPIC - Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

LES TAUX STANDARDS

Les taxes à la consommation

La nature de la taxe

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Le taux standard

10%

Le taux réduit

Un taux de 0% s'applique aux contribuables résidents engagés dans des activités d'exportation, des services internationaux de transport maritime et aérien et autres biens et services fournis en échange de devises étrangères.

Les autres taxes à la consommation

La Corée impose des droits d'accise sur les boissons alcoolisées (en fonction du volume) et le **tabac**.

Des droits de timbre allant de 50 à 350 000 KRW s'appliquent aux accords relatifs à la création, au transfert ou à la modification de droits.

Une société qui acquiert des biens immobiliers, des véhicules à moteur, des équipements lourds et certains autres éléments doit payer une taxe d'acquisition, généralement de 4,6%, y compris la surtaxe locale.

Les taxes sur les sociétés

Impôt sur les sociétés

- 10% (jusqu'à 200 millions KRW)
- 20% + 20 millions KRW (entre 200 millions KRW et 20 milliards KRW)
- 22% + 3 980 millions (entre 20 milliards KRW et 300 milliards KRW)
- 25% + 65 580 millions (au-delà de 300 milliards KRW)

Le taux d'imposition pour les sociétés étrangères

Une société ayant son siège social ou son siège social ou une gestion efficace en Corée est considérée comme une société résidente.

Une société non résidente est généralement réputée avoir un établissement stable si:

- Elle a un établissement fixe en Corée, où l'activité de l'entité est exercée en tout ou en partie
- Ses employés fournissent des services en Corée pendant plus de six mois en 12 mois consécutifs
- Ses employés rendent des services similaires en Corée de façon continue ou répétée pendant deux ans ou plus, même si chaque visite de service dure moins de six mois sur 12 mois consécutifs.
- Elle est représentée par un agent dépendant en Corée, i) qui a le pouvoir de conclure des contrats en son nom et qui a exercé à plusieurs reprises ce pouvoir; ii) qui, même en l'absence d'une telle autorité, joue à plusieurs reprises un rôle principal au cours de la conclusion des contrats.

La taxation des plus-values

Pour les entreprises résidentes, les plus-values sont traitées comme des revenus ordinaires d'entreprise et taxées au taux standard de l'impôt sur les sociétés. Toutefois, les plus-values de cession de biens immobiliers non professionnels sont soumises à un impôt complémentaire sur les plus-values, au taux de 10 %.

Pour les entreprises non résidentes, les plus-values réalisées en Corée sont taxées soit à 11% du chiffre d'affaires, soit à 22% des profits, en prenant la valeur la moins élevée des deux. En règle générale, aucun impôt spécial n'est appliqué aux gains sur les fusions.

Les déductions et les crédits d'impôt

En règle générale, les dépenses engagées dans le cours normal des affaires sont déductibles, celles supérieures à 30 000 KRW devant être étayées par des justificatifs éligibles.

Une réserve pour créances douteuses est autorisée en déduction fiscale au plus élevé entre 1 % de la valeur comptable fiscale des créances en fin d'exercice et du taux de créances irrécouvrables réel (ne s'applique pas aux institutions financières). Les frais de divertissement de plus de 30 000 KRW sur la base d'un événement pris en charge par des bons de carte de crédit d'entreprise, des reçus de caisse ou des factures fiscales peuvent être déductibles (dans certaines limites). À quelques exceptions près, les intérêts payés dans le cours normal des affaires sont déductibles tant que le prêt connexe est utilisé à des fins commerciales. Les primes d'assurance payées à une compagnie d'assurance sont déductibles.

Les frais de démarrage, tels que les frais de constitution, le salaire des fondateurs, les frais d'enregistrement et les taxes, sont déductibles si les frais sont enregistrés conformément aux statuts et sont effectivement payés. La charité peut être amortie sur une période de cinq ans selon la méthode linéaire.

Les dons de bienfaisance peuvent être considérés comme « *Bub-jung* » (déductible jusqu'à 50% du total du revenu imposable pour l'exercice concerné après déduction de la perte nette d'exploitation) ou « *Ji-jung* » (qui peut être déduit jusqu'à 10% du revenu imposable total de l'exercice après déduction des dons *Bub-jung* déductibles et perte opérationnelle nette). Le montant dépassant ces limites peut être reporté sur dix ans.

Les pertes d'exploitation nettes peuvent être reportées sur 10 ans jusqu'à 60 % du revenu imposable d'un exercice, ou sur 15 ans lorsqu'elles sont subies au cours d'exercices commençant le 1er janvier 2020 ou après. Le report en arrière des pertes n'est pas autorisé pour les grandes entreprises ; cependant, les PME peuvent reporter leurs pertes sur l'exercice comptable précédent (jusqu'aux deux années précédentes pour les pertes nettes d'exploitation de l'année d'imposition incluant le 31 décembre 2021).

Pour les années d'imposition se terminant avant le 31 décembre 2020, une déduction spéciale de 5 % à 30 % (selon le siège social, la taille, les types d'entreprise, etc., plafonnée à 100 millions KRW) s'applique aux PME opérant dans une entreprise qualifiée (applicable aux entreprises imposables revenus provenant des années d'imposition qui se terminent avant le 31 décembre 2022). De plus, plusieurs crédits d'impôt sont disponibles pour les placements admissibles.

Les autres taxes sur les sociétés

Une taxe d'enregistrement du capital de 0,48 % (ou 1,44 % pour la région métropolitaine de Séoul) est prélevée. Une taxe foncière allant de 0,1% à 4% est prélevée sur les terrains et les bâtiments à usage résidentiel et commercial, les navires et les aéronefs. Un impôt global sur la propriété immobilière, en tant qu'impôt national, allant de 0,5 % à 3,2 %, est prélevé sur une certaine valeur légale agrégée excessive des terrains et des maisons.

Un droit de timbre nominal est perçu sur les accords relatifs à la création, au transfert et à la modification de droits. La taxe sur les opérations sur titres est imposée au cédant d'actions à 0,35% (0,43 % du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2022) du prix de cession des actions. Le taux est réduit à 0,1 % (0,23 % du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2022), selon la bourse où les actions cotées sont transférées.

Les entreprises qui acquièrent des biens immobiliers, des véhicules à moteur, des équipements lourds et certains autres éléments doivent payer une taxe d'acquisition, généralement de 4,6% (y compris la surtaxe locale).

Des droits de timbre allant de KRW 50 à KRW 350 000 s'appliquent aux accords relatifs à la création, au transfert ou à la modification de droits.

Les quatre types de cotisations de sécurité sociale en Corée sont la retraite nationale (4,5 % des salaires), l'assurance maladie nationale (3,925 %) et l'assurance-emploi. En plus des cotisations de 0,80 % (0,90 % à partir de juillet 2022) à l'assurance-emploi, les employeurs sont tenus de cotiser de 0,25 % à 0,85 % à l'assurance stabilisation de l'emploi et à l'assurance développement des compétences professionnelles. De plus, les taux de cotisation à l'assurance contre les accidents du travail varient de 0,7 % à 18,6 % du total des salaires et de la masse salariale, selon le type d'industrie.

Les autres ressources utiles

[Consultez le site Doing Business - Coré du Sud](#), pour connaître le montant des impôts et des cotisations obligatoires.

Les conventions de non double imposition

Les pays avec lesquels une convention de non double imposition a été signée

[Liste des conventions fiscales internationales signées par la Corée \(en anglais\).](#)

Les retenues à la source

- Dividendes : 0% pour les sociétés nationales, 15,5% pour les particuliers résidents (y compris la surtaxe), 22% pour les non-résidents (y compris la surtaxe)

- Intérêts : 15,4% pour les résidents (avec la surtaxe), 22% pour les non-résidents (avec la surtaxe)
- Redevances : 0% pour les sociétés nationales, taux variables pour les personnes physiques résidentes, 22% pour les non-résidents (y compris la surtaxe)

Différentes retenues à la source sont appliquées aux non-résidents originaires de pays avec lesquels la Corée du Sud a signé une convention fiscale, avec des taux pouvant aller jusqu'à 0%.